

NNMF
REPUBLIQUE DE CÔTE
D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N° 2540/2018

JUGEMENT Contradictoire
du 07/01/2019

Affaire :

LA SOCIETE DARGUNER
BRAUEREI GMBH

(MAÎTRE N'ZI JEAN CLAUDE)

Contre

LA SOCIETE TAAN SOBHE

(MAÎTRE MINTA DAOUDA TRAORE)

Décision :

Déclare l'action irrecevable
pour défaut de qualité et de
capacité à défendre de la
société TAAN SOBHE ; -
Condamne la société
DARGUNER BRAUEREI
GMBH aux dépens.

LE TRIBUNAL DE COMMERCE D'ABIDJAN
5^{ème} CHAMBRE

AUDIENCE PUBLIQUE DU 07 JANVIER 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique
ordinaire du lundi sept janvier deux mille dix-neuf, tenue au siège
dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

BOUAFFON OLIVIER, Vice-Président du Tribunal ; Président ;

Messieurs, DOUA MARCEL, N'GUESSAN K. EUGENE, OKOUE
EDOUARD ET SAKHO KARAMOKO FODE Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître N'DOUA NIANKON MARIE-FRANCE,
Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

LA SOCIETE DARGUNER BRAUEREI GMBH, Société anonyme de
droit Allemand, dont le siège social est sis à Brauereistrasse 3,
17159 Dargun (Allemagne), agissant aux poursuites et diligences
de Monsieur BERNHARD GRIESE, son Directeur Général,
demeurant en cette qualité au siège de ladite société.

Demanderesse, comparaissant et concluant par le canal de son
conseil, MAÎTRE N'ZI JEAN CLAUDE, Avocat à la cour;

D'une part ;

Et

LA SOCIETE TAAN SOBHE, Société à responsabilité limitée dont
le siège social est sis à Abidjan- Marcory, zone 4C, Tél : (225) 21
24 59 21, 03 BP 923 Abidjan 03, prise en la personne de son
représentant légal.

Défenderesse, comparaissant et concluant par le canal de son
conseil, MAÎTRE MINTA DAOUDA TRAORE, Avocat à la cour;

D'autre part ;

Enrôlé le 05 juillet 2018 pour l'audience du mardi 10 juillet



2018, l'affaire a été appelée ;
A cette date, le tribunal a ordonné une instruction confiée au juge
SAKHANOKHO FATOUMATA ;
La cause a à nouveau été renvoyée au 31 juillet 2018 en
audience publique ;
Cette mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture
n°1070 en date du vendredi 30 juillet 2018 ;
Le 31 juillet 2018, la cause a été renvoyée au 08 octobre 2018
devant la 5^{ème} chambre pour attribution et mise en délibéré au 29
octobre, ledit délibéré a été renvoyée rabattu et remise en délibéré
pour le lundi 07 janvier 2019 ;

Advenue cette audience, le Tribunal a vidé ledit délibéré selon ce
qui suit ;

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier de la procédure
société DARGUNER BRAUEREI GMBH contre la société TAAN
SOBHIE relative à une assignation en paiement ;

Vu l'échec de la tentative de conciliation ;

Ouï la demanderesse en ses demandes,
fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la
loi ;

FAITS, PROCEDURES ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit d'huissier en date du 13 juin 2018,
la société DARGUNER BRAUEREI GMBH a assigné la société
TAAN SOBHIE à comparaître devant le Tribunal de Commerce le
10 juillet 2018 pour s'entendre ;

La recevoir en son action et l'y dire bien fondée ;

Condamner la société TAAN SOBHIE à lui payer les sommes
suivantes :

- **39.851.290 francs** au titre des factures impayées ;
- **10.000.000 de francs** à titre de dommages et intérêts
pour résistance abusive ;

Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir ;

Au soutien de son action, la société
DARGUNER BRAUEREI GMBH expose qu'elle est spécialisée
entre autres dans la commercialisation de boissons alcoolisées de
type bière et dans ce cadre, elle entretient des relations d'affaire
avec la société TAAN SOBHIE ;

Dans le courant du mois d'avril 2016, indique-t-elle, la société TAAN SOBHE a passé commande de diverses quantités de boissons alcoolisées auprès d'elle pour un coût total de 61.569,8 euros payables le 14 juin 2016 dont le détail est le suivant :

- Facture N° AR00119288.....9.886,40 Euros ;
- Facture N° AR00119289..... 13.136,00 Euros ;
- Facture N° AR00119290.....13.235,20 Euros ;
- Facture N° AR00119310..... 11.976,20 Euros ;
- Facture N° AR00119344..... 13.336,00 Euros ;

Soit la somme totale de **61.569,8 Euros** ;

Advenu le terme, la société TAAN SOBHE n'a pas honoré ses différentes factures ;

Elle ajoute qu'à la date du 17 juin 2016, après déduction d'un avoir de 816 Euros, le compte client de la société TAAN SOBHE dans ses livres présentait un solde débiteur estimé à 60.752,9 Euros, soit la contre-valeur de 39.851.290 francs ;

La société DARGUNER BRAUEREI GMBH poursuit pour dire que de la période allant du 17 juin 2016 au 12 octobre 2017, elle a transmis à la société TAAN SOBHE divers courriels de relance restée sans suite et il s'est écoulé plus d'un an dix mois sans que cette dernière ne s'exécute. De tels agissements constitue pour elle une résistance abusive de la part de la société TAAN SOBHE ;

Aussi sollicite-t-elle la condamnation de la société TAAN SOBHE à lui payer la somme globale de 49.851.290 francs détaillée comme suit :

- 39.851.290 francs au titre du recouvrement de sa créance sur le fondement de l'article 1134 du code civil et des articles 234 et suivants de l'acte uniforme révisé portant sur le droit commercial général ;
- 10.000.000 de francs au titre des dommages-intérêts pour résistance abusive sur le fondement de l'article 1147 du code civil ;

En ce qui concerne l'exécution provisoire, la société DARGUNER BRAUEREI GMBH demande au Tribunal d'y faire droit, conformément à l'article 146-4° du code de procédure civile, car le recouvrement de sa créance revêt une extrême urgence d'une part en raison de l'importance du préjudice qu'elle a subi et d'autre part de la nécessité de compenser la perte économique qu'elle a subi qui peut mettre en danger ses activités économiques ;

Réagissant aux dires de la société DARGUNER BRAUEREI GMBH, la société TAAN SOBHE

sollicite qu'il plaise au Tribunal IN LIMINE LITIS :

- Déclarer irrecevable l'action de la société DARGUNER BRAUEREI GMBH pour défaut de capacité à agir de celle-ci ;

Elle explique qu'à la lecture de l'assignation, la société DARGUNER BRAUEREI GMBH a dirigé son action contre une société à responsabilité limitée du nom de TAAN SOBHIE alors que Madame TAAN SOBHIE est une personne physique, propriétaire d'une entreprise individuelle portant son nom et qui n'a à aucun moment constitué une quelconque société à responsabilité limitée ;

Elle ignore l'existence d'une telle société qui très certainement n'existe pas et la société DARGUNER BRAUEREI GMBH a agi contre une entité qui n'existe pas et qui est dépourvue de la personnalité juridique ;

Or, ajoute-t-elle, une entité qui n'existe pas juridiquement ne peut avoir ni la capacité, ni la qualité pour agir ou défendre devant les Tribunaux en application des dispositions de l'article 3 du code de procédure civile.

En son audience du 29 octobre 2018, le Tribunal a rabattu le délibéré et renvoyé la procédure pour production des bons de commandes et des bons de livraisons correspondant aux factures produites par la demanderesse ;

Ainsi, la société DARGUNER BRAUEREI GMBH a produit au dossier certaines pièces représentant des bons de commande déchargés par la société TAAN SOBHIE et des connaissements attestant de l'expédition des marchandises à Abidjan ;

En réaction à cette production des pièces, TAAN SOBHIE fait valoir que la société DARGUNER BRAUEREI GMBH présente au dossier des bons de commandes et des connaissements qui ne proviennent pas d'elle et il s'agit de faux ;

En effet, fait-elle remarquer, en guise de bons de commandes, ces documents ne sont plutôt que des confirmations de prétendues commandes émises par la société DARGUNER BRAUEREI GMBH ;

Ces documents, souligne-t-elle, sont des faux car le cachet TAAN SOBHIE qui y figure a été scanné pour y être transposé afin de faire croire qu'elle a donné son aval ;

Elle rappelle qu'elle communique avec la société DARGUNER BRAUEREI GMBH par voie électronique de sorte qu'il est impossible de décharger les documents émis par celle-ci ;

Elle fait observer que sur la traduction de ces

documents de l'anglais au français figure encore le cachet TAAN SOBHIE ; Or, dans le cadre des traductions de documents, les traducteurs agréés ne peuvent porter sur les traductions un cachet existant sur les documents à traduire du fait qu'ils n'ont pas ces cachets à leur disposition ;

Elle en tire les conséquences que son cachet figurant sur la traduction des documents en français a donc été scanné tout comme le fut les documents en anglais ;

Elle relève par ailleurs que les documents produits ne correspondent nullement aux factures qui auraient été produites par la société DARGUNER BRAUEREI GMBH ;

Elle en conclut que les pièces produites par ladite société sont des faux et sollicite qu'il plaise au Tribunal mettre en œuvre la procédure du faux incident conformément aux dispositions des articles 92 et suivants du code de procédure civile, commerciale et administrative ;

En ce qui concerne les connaissances produits par la société DARGUNER BRAUEREI GMBH, le Tribunal ne pourra pas les retenir dans la mesure où sur ces connaissances il n'est pas fait mention de son nom de sorte à prouver que les marchandises qui y figurent lui ont été livrés ;

Répliquant aux dires de la société TAAN SOBHIE, la société DARGUNER BRAUEREI GMBH indique qu'en lieu et place de la dénomination bons de commandes il faut plutôt parler de « confirmation de commandes » ;

Se prononçant sur le cachet apposé sur les confirmations de commandes, elle fait savoir que compte tenu des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication il est tout à fait possible pour la société TAAN SOBHIE de signer, cacheter, scanner et lui transmettre des documents ; Elle cite le courriel daté du 12 avril 2016 émis par la TAAN SOBHIE qui atteste de la transmission par celle-ci des confirmations de commandes à la société HARBOE, filiale de la société DARGUNER BRAUEREI GMBH ;

Il suit de ce qui précède, précise-t-elle, que la société TAAN SOBHIE a apposé ses cachets et signatures sur les confirmations de commande avant de les transmettre à la société HARBOE ;

S'agissant de la conformité des commandes avec les factures produites, elle soutient que malgré quelques différences nées des réajustements convenues entre les parties sur les quantités et prix des marchandises à l'international, tant les factures que les confirmations de commandes comportent les mêmes références de bons de commandes ;

Relativement aux connaissances qu'elle a produits, elle affirme que l'émission desdits connaissances à l'ordre de la société SORIMPEX résulte bel et bien des instructions de la société TAAN SOBHE comme mentionné sur les confirmations de commandes signées et cachetées par celle-ci ;

En ce qui concerne la mise en œuvre d'une procédure de faux incident, elle dit les laisser à l'appréciation du Tribunal ;

Elle produit au dossier un document attestant que la société DARGUNER BRAUEREI GMBH est une filiale du Groupe de sociétés HARBOE.

DES MOTIFS

-EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

La défenderesse a comparu et conclu ; Il sied de statuer par décision contradictoire ;

Sur le taux d'intérêt du ressort

L'article 10 de la loi organique N° 2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des Juridictions de commerce dispose que « Les Tribunaux de commerce statuent :

- En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs CFA ou est indéterminé ;
- En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs CFA ;

Dans le cas d'espèce, l'intérêt du litige qui est de 49.851.290 francs excède la somme de 25 millions de francs. Il convient par conséquent de statuer en premier ressort conformément aux dispositions de l'article 10 sus énoncé ;

Sur la recevabilité de l'action de la société DARGUNER BRAUEREI GMBH

La société TAAN SOBHE invoque l'irrecevabilité de l'action de la société DARGUNER BRAUEREI

GMBH au motif qu'elle a assigné la société TAAN SOBHIE qui est une société à responsabilité limitée alors même que Madame TAAN SOBHIE est une personne physique propriétaire d'une entreprise individuelle portant son nom et qui n'a à aucun moment constitué une quelconque société à responsabilité limitée ;

Suivant l'article 3 du code de procédure civile, commerciale et administrative, « L'action n'est recevable que si le demandeur justifie d'un intérêt légitime, juridiquement protégé direct et personnel, a la qualité pour agir en justice et possède la capacité pour agir en justice » ;

Il résulte de cette disposition qui constitue une fin de non-recevoir que la recevabilité de l'action du demandeur est subordonnée à la satisfaction de trois conditions cumulatives que sont son intérêt à agir dans la procédure, sa qualité pour saisir la justice et sa capacité à agir en justice ;

En l'espèce, il est établi que la personne avec laquelle la société DARGUNER BRAUEREI GMBH est en relation est Madame TAAN SOBHIE, personne physique exerçant sous la dénomination d'une entreprise individuelle ainsi qu'il résulte de la déclaration d'immatriculation au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier N° CI ABJ 2014 A 6472 ;

En tant que tel, elle a une personnalité juridique qui se confond avec celle de l'entreprise individuelle ;

La demanderesse n'établit pas que TAAN SOBHIE est une Société A Responsabilité Limitée (SARL) qui se distingue d'une entreprise individuelle qui a une personnalité juridique propre ;

Or, conformément à l'article 3 du texte susvisé qui exige la qualité et la capacité pour agir en justice, Madame TAAN SOBHIE n'a pas la qualité pour se défendre en justice, l'action étant dirigée contre une SARL, ni la capacité pour se défendre en tant que SARL.

Dès lors, il convient de déclarer irrecevable l'action de la société DARGUNER BRAUEREI GMBH ;

Sur les dépens

La demanderesse succombe ; Il y a lieu de la condamner aux dépens ;

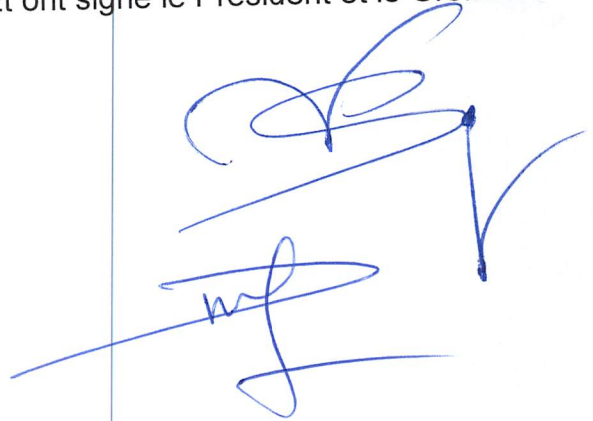
PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en premier ressort :

- Déclare l'action irrecevable pour défaut de
qualité et de capacité à défendre de la société TAAN SOBHE ;
- Condamne la société DARGUNER
BRAUEREI GMBH aux dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que
dessus ;

Et ont signé le Président et le Greffier.



N^o QCC: 00282797

D.F: 18.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
Le 19 MARS 2019
REGISTRE A.J. Vol. 45 F^o 23
N^o 458 Bord. 790 J. 06
REÇU : Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine de
l'Enregistrement et du Timbre


1. NAME
 2. ADDRESS
 3. CITY
 4. STATE
 5. ZIP
 6. PHONE
 7. TELETYPE
 8. TELEFAX
 9. TELEMAIL
 10. TELETYPE
 11. TELEFAX
 12. TELEMAIL
 13. TELETYPE
 14. TELEFAX
 15. TELEMAIL
 16. TELETYPE
 17. TELEFAX
 18. TELEMAIL
 19. TELETYPE
 20. TELEFAX
 21. TELEMAIL
 22. TELETYPE
 23. TELEFAX
 24. TELEMAIL
 25. TELETYPE
 26. TELEFAX
 27. TELEMAIL
 28. TELETYPE
 29. TELEFAX
 30. TELEMAIL
 31. TELETYPE
 32. TELEFAX
 33. TELEMAIL
 34. TELETYPE
 35. TELEFAX
 36. TELEMAIL
 37. TELETYPE
 38. TELEFAX
 39. TELEMAIL
 40. TELETYPE
 41. TELEFAX
 42. TELEMAIL
 43. TELETYPE
 44. TELEFAX
 45. TELEMAIL
 46. TELETYPE
 47. TELEFAX
 48. TELEMAIL
 49. TELETYPE
 50. TELEFAX
 51. TELEMAIL
 52. TELETYPE
 53. TELEFAX
 54. TELEMAIL
 55. TELETYPE
 56. TELEFAX
 57. TELEMAIL
 58. TELETYPE
 59. TELEFAX
 60. TELEMAIL
 61. TELETYPE
 62. TELEFAX
 63. TELEMAIL
 64. TELETYPE
 65. TELEFAX
 66. TELEMAIL
 67. TELETYPE
 68. TELEFAX
 69. TELEMAIL
 70. TELETYPE
 71. TELEFAX
 72. TELEMAIL
 73. TELETYPE
 74. TELEFAX
 75. TELEMAIL
 76. TELETYPE
 77. TELEFAX
 78. TELEMAIL
 79. TELETYPE
 80. TELEFAX
 81. TELEMAIL
 82. TELETYPE
 83. TELEFAX
 84. TELEMAIL
 85. TELETYPE
 86. TELEFAX
 87. TELEMAIL
 88. TELETYPE
 89. TELEFAX
 90. TELEMAIL
 91. TELETYPE
 92. TELEFAX
 93. TELEMAIL
 94. TELETYPE
 95. TELEFAX
 96. TELEMAIL
 97. TELETYPE
 98. TELEFAX
 99. TELEMAIL
 100. TELETYPE
 101. TELEFAX
 102. TELEMAIL
 103. TELETYPE
 104. TELEFAX
 105. TELEMAIL
 106. TELETYPE
 107. TELEFAX
 108. TELEMAIL
 109. TELETYPE
 110. TELEFAX
 111. TELEMAIL
 112. TELETYPE
 113. TELEFAX
 114. TELEMAIL
 115. TELETYPE
 116. TELEFAX
 117. TELEMAIL
 118. TELETYPE
 119. TELEFAX
 120. TELEMAIL
 121. TELETYPE
 122. TELEFAX
 123. TELEMAIL
 124. TELETYPE
 125. TELEFAX
 126. TELEMAIL
 127. TELETYPE
 128. TELEFAX
 129. TELEMAIL
 130. TELETYPE
 131. TELEFAX
 132. TELEMAIL
 133. TELETYPE
 134. TELEFAX
 135. TELEMAIL
 136. TELETYPE
 137. TELEFAX
 138. TELEMAIL
 139. TELETYPE
 140. TELEFAX
 141. TELEMAIL
 142. TELETYPE
 143. TELEFAX
 144. TELEMAIL
 145. TELETYPE
 146. TELEFAX
 147. TELEMAIL
 148. TELETYPE
 149. TELEFAX
 150. TELEMAIL
 151. TELETYPE
 152. TELEFAX
 153. TELEMAIL
 154. TELETYPE
 155. TELEFAX
 156. TELEMAIL
 157. TELETYPE
 158. TELEFAX
 159. TELEMAIL
 160. TELETYPE
 161. TELEFAX
 162. TELEMAIL
 163. TELETYPE
 164. TELEFAX
 165. TELEMAIL
 166. TELETYPE
 167. TELEFAX
 168. TELEMAIL
 169. TELETYPE
 170. TELEFAX
 171. TELEMAIL
 172. TELETYPE
 173. TELEFAX
 174. TELEMAIL
 175. TELETYPE
 176. TELEFAX
 177. TELEMAIL
 178. TELETYPE
 179. TELEFAX
 180. TELEMAIL
 181. TELETYPE
 182. TELEFAX
 183. TELEMAIL
 184. TELETYPE
 185. TELEFAX
 186. TELEMAIL
 187. TELETYPE
 188. TELEFAX
 189. TELEMAIL
 190. TELETYPE
 191. TELEFAX
 192. TELEMAIL
 193. TELETYPE
 194. TELEFAX
 195. TELEMAIL
 196. TELETYPE
 197. TELEFAX
 198. TELEMAIL
 199. TELETYPE
 200. TELEFAX
 201. TELEMAIL
 202. TELETYPE
 203. TELEFAX
 204. TELEMAIL
 205. TELETYPE
 206. TELEFAX
 207. TELEMAIL
 208.